


# Services de laboratoire Nos racines... notre avenir.



Échantillon

Test

## Rapport

Un laboratoire sera toujours un laboratoire. Que nous effectuions des tests sur des patients, sur des médicaments ou sur des produits de consommation, le processus demeure le même : **échantillonner, tester et rapporter**. Nous avons fait croître notre entreprise en produisant des résultats fiables et nous continuerons notre croissance de la même manière.



**WARNEX**  
Deuxième trimestre 2010

## **Analyse de la direction**

L'analyse de la direction fournit une rétrospective du rendement de notre Société et devrait être lue avec les états financiers non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 et les notes afférentes qui figurent dans le présent document. L'analyse compare les résultats du deuxième trimestre de 2010 avec ceux de 2009 et présente des informations additionnelles afin de mieux connaître nos activités. Cela comprend une description des occasions d'affaires, des éléments et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs. Les renseignements contenus aux présentes comprennent les faits importants en date du 11 août 2010, date à laquelle le conseil d'administration de la Compagnie a approuvé l'analyse.

Les états financiers ci-joints ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Sauf avis contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en devises canadiennes.

Des informations additionnelles relatives à notre Société, incluant notamment la Notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **Déclarations prospectives**

Certaines déclarations contenues dans la présente Analyse de la direction sont de nature prospective, et sont assujetties à de nombreux risques et incertitudes, connus et inconnus. Pour plus d'information portant sur des risques et incertitudes connus, relatifs aux ressources financières, aux risques de liquidité, aux clients et partenaires importants, aux risques relatifs au crédit, aux devises étrangères, à la réglementation gouvernementale, aux installations de laboratoire, à la volatilité du cours de nos actions, aux employés, aux fournisseurs, et d'autres facteurs importants qui pourraient se traduire par un écart considérable entre les résultats réels et les résultats évoqués, nous vous référons à la rubrique Risques et incertitudes, dans la présente Analyse de la direction. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de manière importante des résultats anticipés exprimés dans ces déclarations prospectives.

## **Survol**

Warnex est une entreprise de sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant des services de laboratoire aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Warnex services analytiques offre aux sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques un éventail de services de contrôle de la qualité, notamment des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement et de validation de méthodes, ainsi que des études de stabilité. Warnex services bioanalytiques se spécialise dans les études de biodisponibilité et de bioéquivalence pour les essais cliniques. Warnex laboratoires médicaux fournit des analyses spécialisées pour l'industrie de la santé ainsi que des services pharmaceutiques et de laboratoire central. Warnex services PRO-ADN offre des tests d'identification par ADN pour déterminer la paternité, la maternité et d'autres liens familiaux, ainsi que pour des fins d'immigration et médico-légaux. Warnex a trois installations situées à Laval et Blainville, Québec, et à Thunder Bay, Ontario. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

En juin 2009, la Société a acquis les actions de Molecular World Inc. et a changé son nom subséquemment pour Warnex services PRO-ADN inc. Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

## Unités d'affaires stratégiques

Nos activités sont regroupées en ces unités d'affaires stratégiques :

Unités d'affaires	Activités
Services analytiques	Offre des services de contrôle de la qualité aux secteurs pharmaceutique et biotechnologique, incluant des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement de méthodes et de validation, ainsi que des études de stabilité. Ces services incluent la détermination des propriétés physiques, chimiques et microbiologiques des ingrédients, en plus de vérifier les ingrédients actifs des produits finis.
Services bioanalytiques	Aide les sociétés pharmaceutiques fabriquant des produits innovateurs et génériques ainsi que les sociétés biotechnologiques dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques en réalisant des études de biodisponibilité et de bioéquivalence lors d'études cliniques.
Laboratoires médicaux	Offre aux secteurs de la santé et pharmaceutique des services spécialisés de tests de laboratoire incluant le test de dépistage prénatal Prénatest <sup>MD</sup> . Cette division offre également des tests génétiques, des services pharmacogénétiques et d'identification humaine par ADN incluant l'analyse d'ADN médico-légale.

## Faits saillants de la Société

### Faits saillants opérationnels

- Revenus de 6,4 millions \$ au deuxième trimestre comparativement à 5,4 millions \$ pour le même trimestre l'an dernier, représentant une augmentation de 18 %.
- Warnex laboratoires médicaux et Epigenomics AG, une société de diagnostic moléculaire du cancer ont conclu une entente de licence non exclusive pour le biomarqueur du cancer colorectal Septin9 d'Epigenomics. Selon les modalités de l'entente, Warnex a obtenu les droits de développer une analyse pour Septin9 et d'offrir des services d'analyse sanguine pour le cancer colorectal au Canada. Cette analyse sanguine, utilisant le biomarqueur Septin9 d'Epigenomics, offre une méthode facile et précise afin d'aider à dépister les patients ayant un cancer colorectal.
- Warnex services bioanalytiques a passé avec succès une inspection des bonnes pratiques cliniques (BPC) effectuée par une autorité de santé européenne, l'« Austrian Agency for Health and Food Safety (AGES) ». L'inspection était une inspection de routine spécifique à une étude de bioéquivalence dont l'objectif était d'évaluer l'adhérence de l'organisation aux exigences réglementaires applicables. Warnex a l'intention d'exploiter cette réussite lors de ses efforts de développement des affaires dans le marché européen.
- Warnex a nommé un nouvel administrateur à son assemblée annuelle : Dr Richard Lacombe. Dr Lacombe est un consultant avec plus de 30 années d'expérience au sein d'entreprises pharmaceutiques, de biotechnologies et de recherche contractuelle.

### Bilan

- 14,9 millions \$ d'actif total et 2,8 millions \$ d'avoir des actionnaires
- 76,7 mille \$ d'investissement en immobilisations corporelles
- 102,9 mille \$ d'investissement en logiciels
- Espèces et quasi-espèces de 0,3 million \$
- 0,3 million \$ utilisé de nos ententes bancaires à court terme de 2,0 millions \$

États des résultats et des résultats étendus

- Revenus de 6,4 millions \$ (5,4 millions \$ en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, les revenus étaient de 11,5 millions \$ (13,0 millions \$ en 2009).
- Bénéfice net de 11 295 \$ (perte nette de 0,3 million \$ en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, la perte nette totalisait 0,8 million \$ (bénéfice net de 0,8 million \$ en 2009).
- Bénéfice net de 0,00 \$ par action (perte nette 0,01 \$ par action en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, la perte nette totalisait 0,01 \$ par action (bénéfice net de 0,01 \$ par action en 2009).
- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA ajusté), tel que défini dans la section de performance financière de ce rapport, de 0,9 million \$ (0,1 million \$ en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, le BAIIA ajusté totalisait 0,5 million \$ (2,0 millions \$ en 2009).

**Objectifs de la direction**

Notre but est de créer de la valeur pour nos actionnaires, en établissant des services de laboratoire pharmaceutique et médical solides et rentables. Les objectifs de 2010 sont présentés ci-après.

Objectifs de 2010

- Atteindre la profitabilité en augmentant les revenus, en gérant les dépenses et en améliorant la productivité
- Restructurer notre bilan
- Augmenter les efforts en développement des affaires dans toutes les divisions afin d'augmenter les revenus et élargir nos marchés géographiques
- Évaluer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique

**Performance financière**Résultats opérationnels pour les trois mois terminés le 30 juin 2010 par rapport aux trois mois terminés le 30 juin 2009

Le tableau suivant donne certaines données financières extraites des états financiers non vérifiés :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	T2 2010 \$	T2 2009 \$	Écart \$	T2 2010 \$	T2 2009 \$	Écart \$
Analytiques	2 893 222	2 943 970	(50 748)	196 543	309 395	(112 852)
Bioanalytiques	2 146 877	1 332 306	814 571	766 061	(83 859)	849 920
Médicaux	1 246 859	1 065 836	181 023	218 573	144 058	74 515
Gestion	85 468	79 362	6 106	(1 169 882)	(716 254)	(453 628)
<b>Total</b>	<b>6 372 426</b>	<b>5 421 474</b>	<b>950 952</b>	<b>11 295</b>	<b>(346 660)</b>	<b>357 955</b>

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, les revenus ont atteint 6 372 426 \$ (5 421 474 \$ en 2009), soit une augmentation de 18 % par rapport à l'an dernier.

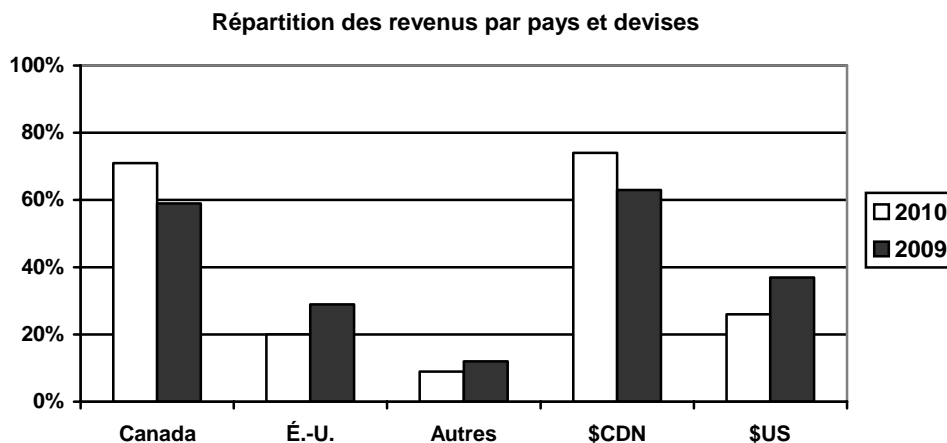
Les revenus de la division Services analytiques étaient semblables à l'an dernier à 2,9 millions \$. Le laboratoire analytique de Laval a généré 1,1 million \$ au cours du trimestre (1,1 million \$ en 2009) et la division Neopharm à Blainville a généré 1,8 million \$ (1,8 million \$ en 2009).

Les revenus de la division Services bioanalytiques ont augmenté de 61 %, passant de 1,3 million \$ en 2009 à 2,1 millions \$ en 2010. Cette augmentation est due à une augmentation importante du volume alors que le prix moyen a diminué comparativement à la même période de l'an dernier. Nous continuons nos efforts en développement des affaires dans cette division afin d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

Les revenus de la division Laboratoires médicaux ont augmenté de 17 %, passant de 1,0 million \$ en 2009 à 1,2 million \$ en 2010. Les revenus du dépistage prénatal ont augmenté de 4 %, de diagnostics moléculaires ont augmenté de 33 % et des contrats pharmacogénétiques ont augmenté de 5 % au cours de trimestre comparativement à l'an dernier. L'acquisition de Molecular World Inc., conclue le 12 juin 2009, a contribué des revenus de 0,1 million \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, les revenus ont atteint 11 463 096 \$ (12 979 129 \$ en 2009).

Pour la période de six mois, la proportion des revenus générés par des clients canadiens a augmenté à 71 % en 2010 comparativement à 59 % en 2009. La proportion des revenus générés par des clients américains a diminué à 20 % en 2010 alors qu'elle était de 29 % en 2009 et la proportion provenant des étrangers a diminué à 9 % en 2010 alors qu'elle était de 12 % en 2009. La proportion des revenus totaux générés en dollars américains était moins élevée que l'an dernier, soit 26 % en 2010 versus 37 % en 2009.



Le bénéfice brut pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 totalisait 1 813 275 \$ ou 28 % des revenus (1 042 478 \$ ou 19 % des revenus en 2009). L'augmentation de 770 797 \$ du bénéfice brut est expliqué principalement par l'augmentation des revenus dans la division Services bioanalytiques comparativement à l'an dernier. Le bénéfice brut pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 totalisait 2 596 194 \$ ou 23 % des revenus (4 110 010 \$ ou 32 % des revenus en 2009), soit une baisse de 1 513 816 \$. Cette baisse est expliquée principalement par un premier trimestre plus lent cette année dans la division Services bioanalytiques comparativement à l'an dernier ainsi que par l'exécution de projets avec un bénéfice brut plus élevé dans cette division au premier trimestre de 2009.

Les dépenses de ventes, d'administration, de frais financiers ainsi que les crédits d'impôts à la recherche et au développement se résument de la façon suivante :

	<b>T2 2010</b>	<b>T2 2009</b>	<b>Écart</b>
	\$	\$	\$
Ventes et administration	1 561 595	1 481 407	80 188
Frais financiers	277 837	313 086	(35 249)
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(238 000)	-	(238 000)
<b>Total</b>	<b>1 601 432</b>	<b>1 794 493</b>	<b>(193 061)</b>

Les frais de ventes et d'administration totalisaient 1 561 595 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 (1 481 407 \$ en 2009). L'augmentation de 80 188 \$ s'explique principalement par un investissement accru dans notre force de ventes, des frais professionnels liés à la transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS), la revue de notre certification ISO dans la division Laboratoires médicaux et une augmentation de la dépense de salaires, malgré une réduction des autres dépenses par rapport à l'an dernier. La proportion des frais de ventes et d'administration en relation avec les revenus était moins élevée que l'an dernier à 24 % en 2010 (27 % en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, les frais de ventes et d'administration totalisaient 3 097 427 \$ (2 962 911 \$ en 2009).

Les frais financiers ont diminué de 35 249 \$, passant de 313 086 \$ au deuxième trimestre de 2009 à 277 837 \$ au deuxième trimestre de 2010, principalement en raison de la baisse de la dépense d'intérêts suite aux remboursements effectués sur la dette à long terme. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, les frais financiers totalisaient 554 393 \$ (624 025 \$ en 2009), soit une baisse de 69 632 \$.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, le bénéfice net totalisait 11 295 \$ ou 0,00 \$ par action (perte nette de 346 660 \$ ou 0,01 \$ par action en 2009). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, la perte nette totalisait 785 869 \$ ou 0,01 \$ par action (bénéfice net de 756 097 \$ ou 0,01 \$ par action en 2009).

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA ajusté) était de 854 173 \$ (129 414 \$ en 2009), soit une augmentation de 724 759 \$. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, le BAIIA ajusté était de 534 334 \$ (2 042 388 \$ en 2009), soit une baisse de 1 508 054 \$. Cette baisse est principalement due aux revenus et bénéfices bruts moins élevés au premier trimestre de 2010 par rapport à 2009.

Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et n'a aucune signification normalisée préconisée par les PCGR et, par conséquent, elle est peu susceptible d'être comparée à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour la période analysée, elle est calculée de la façon suivante :

	<b>T2 2010</b>	<b>T2 2009</b>	<b>Écart</b>
	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette)	11 295	(346 660)	357 955
Frais financiers	277 837	313 086	(35 249)
Revenus d'intérêts	(404)	(3 575)	3 171
Amortissements	371 827	407 020	(35 193)
Perte (gain) de change non matérialisé sur débetures	200 548	(405 355)	605 903
Perte (gain) de change non matérialisé sur les éléments du fonds de roulement	(38 142)	144 341	(182 483)
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	31 212	20 557	10 655
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>854 173</b>	<b>129 414</b>	<b>724 759</b>

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, il est calculé de la façon suivante :

	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variance</b>
	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette)	(785 869)	756 097	(1 541 966)
Frais financiers	554 393	624 025	(69 632)
Revenus d'intérêts	(2 971)	(9 397)	6 426
Amortissements	738 406	804 371	(65 965)
Perte (gain) de change non matérialisé sur débetures	56 243	(233 023)	289 266
Perte (gain) de change non matérialisé sur les éléments du fonds de roulement	(16 076)	79 723	(95 799)
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	(9 792)	20 592	(30 384)
<b>BAlIA ajusté</b>	<b>534 334</b>	<b>2 042 388</b>	<b>(1 508 054)</b>

Pour le calcul du BAlIA ajusté, la Société inclut les gains et/ou pertes de change non matérialisés.

### Bilan

Le bilan de la Société au 30 juin 2010 présente 14,9 millions \$ d'actif total (15,5 millions \$ en décembre 2009), (0,1) million \$ de fonds de roulement (0,4 million \$ en décembre 2009), 2,8 millions \$ d'avoir des actionnaires (3,6 millions \$ en décembre 2009), 0,3 million \$ d'encaisse (0,9 million \$ en décembre 2009) de même que 0,3 million \$ d'emprunt bancaire (néant \$ en décembre 2009). En 2010, la Société a également investi 76,7 mille \$ en immobilisations corporelles et 102,9 mille \$ en logiciels.

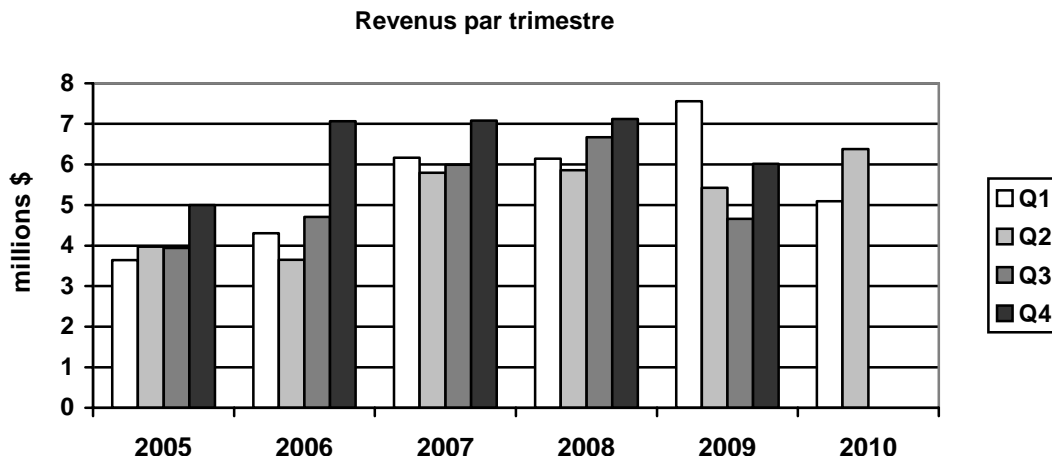
### Résultats trimestriels sommaires

Les tableaux suivants présentent certains extraits des états des résultats trimestriels :

	<b>Revenus</b>			<b>Bénéfice net (perte nette)</b>		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
T1	5 090 670	7 557 655	6 141 566	(797 164)	1 102 757	(286 322)
T2	6 372 426	5 421 474	5 858 423	11 295	(346 660)	1 520 417*
T3		4 656 405	6 669 833		(782 797)	511 610
T4		6 011 453	7 116 899		(137 548)	627 352
<b>Total</b>		<b>23 646 987</b>	<b>25 786 721</b>		<b>(164 248)</b>	<b>2 373 057*</b>

\*Comprend un gain sur extinction de dette de 1 814 192 \$.

	<b>Bénéfice net (perte nette) par action</b>			<b>Bénéfice net (perte nette) dilué par action</b>		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
T1	(0,01)	0,02	(0,01)	(0,01)	0,01	(0,01)
T2	0,00	(0,01)	0,03	0,00	(0,01)	0,02
T3		(0,01)	0,01		0,00	0,01
T4		0,00	0,01		0,00	0,01
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,04</b>		<b>0,00</b>	<b>0,03</b>



### Liquidités et ressources en capital

Les activités commerciales des divisions de services de Warnex ont été financées par leurs propres fonds autogénérés, l'utilisation de facilités de crédits bancaires, de débentures et des contrats de location-acquisition avec des fournisseurs d'équipements.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débentures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débentures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débentures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En 2008, la Société a émis 12 343 316 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion de débentures.

En juin 2008, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 15 000 \$ en 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

La Société a signé une entente avec le Mouvement des caisses Desjardins pour des services financiers et bancaires, tel qu'annoncé le 6 mai 2008. Dans le cadre de cette entente, Warnex a obtenu un financement totalisant 4 millions \$, incluant une ligne de crédit renouvelable de 2 millions \$ et une dette à terme de 2 millions \$. Le produit de ce financement a été utilisé pour rembourser certaines débentures et la dette à terme avec la Banque Nationale du Canada, ainsi que pour des fins de fonds de roulement général. En juin 2009, la Société a obtenu un nouveau financement à terme de 350 000 \$, qui a été utilisé lors de l'acquisition de Molecular World Inc.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui a demeuré inchangé sauf pour les clauses restrictives financières.

Au 31 décembre 2009, la Société ne respectait pas les clauses restrictives stipulées dans les ententes de financement relatives au ratio de fonds de roulement et au ratio annuel de couverture du service de la dette. Au 30 juin 2010, la Société ne respecte pas la clause restrictive stipulée dans les ententes de financement relative au ratio de fonds de roulement. Le prêteur a émis des lettres de tolérance à cet égard à ces dates.

En juin 2010, la Société a signé des accords avec certains détenteurs de débetures afin de modifier les dates d'échéance. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

Le Conseil d'administration de Warnex a mis en oeuvre une politique d'investissement régissant les activités d'investissement de nos fonds. La Société investit, s'il y a lieu, uniquement dans des titres liquides de première qualité, ayant des dates d'échéance variées. Au 30 juin 2010, la Société avait 0,3 million \$ en encaisse (0,9 million \$ en 2009) et avait utilisé 0,3 million \$ de son emprunt bancaire (néant \$ en décembre 2009). La Société n'investi pas dans les papiers commerciaux adossés à des actifs.

Le tableau suivant présente les obligations contractuelles des cinq prochaines années :

<b>Paiements échus selon la période</b>	<b>Moins d'un an \$</b>	<b>1 - 3 ans \$</b>	<b>4 - 5 ans \$</b>	<b>Plus de 5 ans \$</b>
Dette à long terme <sup>(1)</sup>	799 028	135 790	-	-
Bail – location-acquisition	538 921	141 834	-	-
Bail – location exploitation <sup>(2)</sup>	716 416	1 492 970	1 440 843	1 890 887
Obligations d'achat	42 309	50 770	-	-
Débeture non convertible	854 866	-	-	-
Débetures convertibles <sup>(3)</sup>	-	5 623 204	-	-
<b>Total</b>	<b>2 951 540</b>	<b>7 444 568</b>	<b>1 440 843</b>	<b>1 890 887</b>

Note 1: Au le 30 juin 2010, la Société ne respecte pas une clause restrictive de son entente bancaire. Conséquemment, tous les prêts bancaires à terme sont présentés à titre de passif à court terme.

Note 2: Bail – location-exploitation de plus de 5 ans inclut majoritairement le paiement des contrats de location d'immeubles jusqu'en 2018.

Note 3: Les débetures convertibles peuvent être converties en actions de Warnex à leur échéance ou avant.

Note 4: La Société n'a pas souscrit à du financement hors bilan.

### Opérations entre parties apparentées

Au cours de la période, la Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 6 000 \$ (6 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus liés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les directeurs indépendants du Conseil d'administration.

**Estimations comptables importantes**

L'écart d'acquisition de 1,0 million \$ provient de l'acquisition de PRO-ADN Diagnostic inc. en mai 2006. La Société évalue régulièrement, et au moins annuellement, si une provision pour baisse de valeur permanente du montant de l'écart d'acquisition doit être ajustée aux résultats. Aucun ajustement n'était nécessaire au 30 juin 2010.

**Modifications comptables futures**Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues de faire la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS) aux fins de la présentation de l'information financière annuelle et intermédiaire des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, et d'inclure des données comparatives.

La Société a établi un plan en vue du passage aux IFRS qui comprend essentiellement trois étapes : l'évaluation, la planification et la mise en œuvre. Un conseiller externe a été retenu en vue de travailler étroitement avec le personnel de la Société pour mener à terme le passage aux IFRS. Ce conseiller fournit de la formation périodique à la direction de la Société et il est prévu que cette formation se poursuivra tout au long du processus de transition, au besoin. Le Conseil d'administration et le Comité de vérification ont également reçu de l'information portant sur les IFRS.

L'étape de l'évaluation comprenait l'identification des principales différences entre les PCGR du Canada en vigueur et les IFRS qui sont pertinentes pour la Société ainsi qu'un examen de haut niveau des options possibles au moment de l'adoption. Cette étape a été terminée en 2009.

L'étape de la planification comprend l'identification, l'évaluation et le choix des méthodes comptables nécessaires pour permettre à la Société de faire la transition des PCGR du Canada aux IFRS ainsi que des exemptions possibles dans le cadre de la première adoption des IFRS. Cette étape a été entreprise au cours du deuxième semestre de 2009. La Société achève actuellement la réalisation de cette étape. Cette étape prévoit l'évaluation des répercussions de la transition sur les systèmes de données ainsi que sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information. Elle prévoit également l'évaluation des besoins de formation additionnelle pour l'équipe des finances et les répercussions sur les activités commerciales, dont celles liées aux besoins de trésorerie, aux ententes bancaires et aux mécanismes de rémunération.

À l'étape de la mise en œuvre, toutes les solutions seront intégrées au système financier et aux processus sous-jacents de la Société qui sont nécessaires pour permettre à celle-ci de passer aux IFRS.

À ce jour, le processus de transition a permis d'identifier les problèmes éléments comptables importants suivants :

<b>Éléments comptables importants</b>	<b>Différences relevées pouvant avoir des répercussions pour la Société</b>
Présentation des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Informations supplémentaires à fournir dans les notes afférentes aux états financiers.</li> <li>▪ La présentation des états financiers sera modifiée, et la Société n'a pas encore décidé quelle sera la présentation la plus appropriée.</li> </ul>
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Évaluation de l'incidence de l'approche par composantes sur les méthodes comptables : toutes les composantes importantes des immobilisations corporelles seront amorties selon leur durée d'utilité établie conformément aux IFRS.</li> <li>▪ Évaluation de l'incidence des différents principes de comptabilisation et d'évaluation, notamment les politiques d'amortissement et les valeurs résiduelles.</li> <li>▪ La Société procède encore à la compilation des données servant à identifier les ajustements nécessaires, s'il en est.</li> </ul>
Dépréciation d'actifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base de rentrées de trésorerie indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en utilisant une approche fondée sur la juste valeur ou la valeur d'utilisation (c.-à-d. la méthode de l'actualisation des flux).</li> <li>▪ Le goodwill sera donc alloué et testé sur la base de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel il se rapporte.</li> <li>▪ La Société a identifié ses UGT et elle détermine actuellement si une dépréciation a eu lieu.</li> </ul>
Produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Analyse pour savoir si la Société évalue les produits à la juste valeur, si les éléments identifiables doivent être comptabilisés de façon distincte, si les produits résultant de la prestation de services sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.</li> <li>▪ La Société a provisoirement déterminé qu'aucun changement n'était nécessaire pour évaluer les produits à leur juste valeur, qu'aucun élément identifiable n'avait besoin d'être identifié et que la comptabilisation de tous les produits selon la méthode de l'avancement des travaux n'entraînerait pas de changement important. Cependant, à la suite de l'évaluation, la Société a modifié ses systèmes d'information afin d'évaluer les produits conformément aux IFRS. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante.</li> </ul>
Contrats de location	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La Société a examiné tous les contrats de location existants et a décidé provisoirement qu'aucun ajustement n'était nécessaire.</li> </ul>
Paiements fondés sur des actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La charge de rémunération relative à l'attribution d'un paiement fondé sur des actions à des non-employés doit être évaluée à la juste valeur des services reçus. Les renoncations ne doivent pas être annulées ultérieurement s'il y a renoncation par la suite des instruments de capitaux propres acquis ou, dans le cas d'options sur actions, si les options ne sont pas exercées.</li> <li>▪ La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces différences.</li> </ul>
Provision	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un seuil de probabilité différent doit être utilisé pour la comptabilisation des passifs éventuels, pouvant affecter le moment auquel une provision est comptabilisée.</li> <li>▪ La Société a provisoirement déterminé que l'application de cette norme n'aura pas d'incidence importante sur la Société.</li> </ul>

De plus, la Société a identifié, selon l'IFRS 1, les exemptions optionnelles suivantes qui seront probablement sélectionnées :

Exemption pour les regroupements d'entreprises	L'IFRS 1 offre la possibilité d'adopter l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , de façon rétrospective ou prospective à compter de la date de transition. En cas d'application rétrospective, tous les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition aux IFRS devront faire l'objet d'un retraitement. La Société a provisoirement choisi ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises réalisés avant sa date de transition; par conséquent, elle n'aura pas à retraiter ces regroupements d'entreprises. Tout goodwill découlant des regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition ne sera pas ajusté par rapport à la valeur comptable établie préalablement par suite de l'application de cette exemption.
Exemption pour les paiements fondés sur des actions	L'IFRS 2, <i>Paiements fondés sur des actions</i> , encourage l'application de ses dispositions aux instruments de capitaux propres ayant des droits acquis le ou avant le 7 novembre 2002, et permet l'application à des instruments de capitaux propres ayant des droits acquis après le 7 novembre 2002 seulement s'ils n'étaient pas encore acquis à la date de transition. La Société a provisoirement choisi d'avoir recours à l'exemption prévue en vertu de la norme IFRS 1 et d'appliquer l'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 qui n'étaient pas encore acquis à la date de transition.

Dans le cadre de l'analyse de l'incidence de l'application des IFRS qu'elle a entreprise, la Société a sélectionné ses méthodes comptables selon les IFRS et ses exemptions aux termes de l'IFRS 1, comme il est détaillé ci-dessus, sur une base préliminaire, sous réserve de l'approbation du Comité de vérification et du Conseil d'administration, laquelle devrait être reçue une fois que le projet d'états financiers selon les IFRS sera prêt. La Société a entamé ce processus.

La Société continuera de progresser dans son plan de basculement et de surveiller les nouveautés en matière de normes que pourraient publier l'IASB et le CNC. Elle prévoit terminer l'étape de la planification d'ici la fin de 2010 en tenant compte de ces modifications anticipées.

La Société ne prévoit pas de conséquences importantes sur ses activités commerciales ni de modifications importantes à son contrôle interne à l'égard de l'information financière en raison de la transition aux IFRS. La Société prévoit par contre modifier ses systèmes des TI pour tenir compte du basculement; toute modification nécessaire devrait être minime. Cette évaluation pourrait changer à mesure que la Société continue d'évoluer dans son processus de transition aux IFRS.

À mesure que les activités de transition de la Société progresseront, cette dernière s'attend à devoir fournir davantage d'information sur les différences au niveau des méthodes comptables suivant l'adoption des IFRS publiés par l'IASB. La Société s'assurera également de tenir ses principaux intervenants continuellement au courant des incidences prévues de la transition aux IFRS au moyen de ses documents publics qui mettent en évidence ces incidences prévues pour la Société.

La Société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS publiés par l'IASB qui seront alors en vigueur. À cette fin, en 2010 la Société fera un suivi des modifications qu'il sera nécessaire d'apporter à ces documents comptables pour tenir compte de ses rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS.

### Informations concernant le capital

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société a signé des accords avec certains détenteurs de débetures afin de modifier les dates d'échéance. En conséquence, la Société s'est engagée dans des accords de financement avec plusieurs prêteurs, tel que décrit aux notes 8, 9 et 10. Également, la Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'est effectué principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du marché et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

### Nombre d'actions en circulation

En date de ce rapport, le nombre d'actions en circulation émis et pleinement dilué était :

	Émis	Pleinement dilué
Actions ordinaires émises en circulation	67 117 191	67 117 191
Options accordées	1 949 877	1 949 877
Bons de souscription <sup>(1)</sup>	3 570 983	3 570 983
Débetures convertibles <sup>(2)</sup>	1 500 000 \$	2 500 000
Débetures convertibles américaines <sup>(3)</sup>	4 000 000 \$US	14 300 000
<b>Total</b>		<b>89 438 051</b>

Note 1: 1 570 983 bons de souscription expirent en juin 2011 et la balance en octobre 2011.

Note 2: Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.

Note 3: Les taux de conversion des débetures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. En juin 2008, 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à une conversion de débenture. En août et septembre 2009, 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à des conversions de débetures.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débetures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débetures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débetures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En vertu de ces nouvelles ententes, la Société a émis les bons de souscription suivants :

- Pour les débetures totalisant 905 100 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter, au prix de 0,25 \$ par action, 392 746 actions ordinaires jusqu'au 25 juin 2009 et 2 000 000 actions ordinaires jusqu'au 24 octobre 2011, pour un total de 2 392 746 actions ordinaires.
- Pour les débetures totalisant 4 842 734 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter 1 570 983 actions ordinaires au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2011.

Le 12 juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires de Warnex pour l'acquisition de Molecular World Inc.

Le 25 juin 2009, des bons de souscription de 392 746 actions ont expiré.

## **Divulgarion d'information financière**

### Contrôles et procédures de communication de l'information financière

Nos contrôles et procédures de communication de l'information financière sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante que nous devons présenter est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation en valeurs mobilières, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction, y compris au président et chef de la direction ainsi qu'au chef de la direction financière, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Au 30 juin 2010, une évaluation de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière a été effectuée sous la supervision de la direction, incluant le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, et avec sa participation, conformément au Règlement 52-109. En fonction de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information financière ont été proprement conçus au 30 juin 2010.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Au 30 juin 2010, la direction de la Société a évalué la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon la définition donnée en vertu du Règlement 52-109 et a conclu en fonction de cette évaluation que certains aspects du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'étaient pas conçus efficacement. Les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à l'apport de modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2010. La direction a identifié les faiblesses importantes suivantes :

- Contrôles au niveau de l'entité

La Société n'a pas maintenu un environnement de contrôle complètement efficace tel que défini conformément au cadre de contrôle du COSO. Plus précisément, nous n'avons pas de manuels complets de procédures afin de communiquer clairement les rôles et responsabilités de la direction et des employés en ce qui a trait au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie grandement sur des contrôles automatisés reliés principalement à l'implantation d'un nouveau système de comptabilité, ainsi que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité de vérification. Ces procédures manuelles ont été effectuées au premier semestre de 2010.

- Contrôles généraux des technologies de l'information

La Société n'a pas adéquatement maintenu de contrôle efficace afin d'assurer que les bandes de sauvegarde font l'objet de tests périodiques visant à assurer leur exactitude. De plus, il n'existe pas de plan stratégique des technologies de l'information ni de plan de continuité de l'exploitation. Il n'existe pas non plus de révision périodique des journaux de sécurité relativement aux ouvertures de session non réussies. La Société n'a également pas adéquatement maintenu de contrôles relatifs au développement de programmes et aux changements apportés aux programmes.

- Processus d'information financière de fin de période

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces afin d'assurer que certains soldes de comptes qui nécessitent des estimations comptables sont passés en revue par une personne autre que l'auteur. La Société consulte son vérificateur externe lorsque nécessaire.

- Impôts sur les bénéfices

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces sur l'enregistrement des impôts à payer et de la charge d'impôts. Actuellement, la Société s'appuie sur son vérificateur externe afin de s'assurer de l'exactitude des éléments susmentionnés.

- Séparation des tâches

La Société présente des contrôles déficients en ce qui a trait à la séparation des tâches au sein de son département de comptabilité et de finances en raison de la taille du service. Plus précisément, en raison du nombre restreint d'employés au département de comptabilité et de finances, certains employés de ce département cumulent des tâches incompatibles qui permettent la création, la révision et le traitement de certaines données financières sans qu'elles ne soient révisées ou autorisées de manière indépendante.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie grandement sur des contrôles automatisés reliés principalement à l'implantation d'un nouveau système de comptabilité, ainsi que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité de vérification. Ces procédures ont été effectuées au premier trimestre de 2010.

### Corrections des faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Après le 30 juin 2010, nous avons commencé à prendre les mesures suivantes, ou nous avons planifié de le faire, afin de remédier aux faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière identifiées au 30 juin 2010. La direction et le Comité de vérification joue un rôle actif dans la réponse aux insuffisances identifiées, y compris de surveiller l'implantation par la direction des mesures réparatrices décrites ci-dessous.

#### ▪ Contrôles au niveau de l'entité

Nous finaliserons et distribuerons des manuels de procédures qui communiqueront les rôles et responsabilités de la direction et des employés.

#### ▪ Contrôles généraux des technologies de l'information

Nous mettrons en oeuvre des politiques et des procédures améliorées relatives aux technologies de l'information notamment en ce qui a trait à la gestion des changements au système, au développement des programmes, aux modifications des programmes, au fonctionnement des TI et aux services de surveillance connexes. Nous mettrons au point et mettrons en oeuvre un plan stratégique global des technologies de l'information et un plan de continuité de l'exploitation.

Au début de 2009, la direction a dirigé l'implantation d'un nouveau système de comptabilité. Ce nouveau système a introduit des contrôles automatisés au processus du système de comptabilité et a remplacé certains contrôles manuels sur lesquels dépendait la direction. Cette étape majeure a assuré une surveillance plus rigoureuse des contrôles sur l'accès au système de comptabilité.

#### ▪ Processus d'information financière de fin de période

Nous continuerons à mettre au point des contrôles du processus d'information financière de fin de période lorsque cela est possible. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes travaillant au processus de fin de période et d'augmenter le niveau de connaissances en comptabilité. Nous avons l'intention d'ajouter une personne additionnelle dans le département de comptabilité.

Depuis 2009, le nouveau système de comptabilité a amélioré le processus d'information financière de fin de période en remplaçant certaines procédures manuelles par des procédures automatisées. Nous avons introduit des nouveaux contrôles tels que d'assurer l'accès réservé au personnel approprié de certaines feuilles de calcul, l'implantation d'une liste de contrôle sur l'information à fournir afin d'assurer la conformité aux PCGR et l'implantation d'un processus de révision par une personne autre que l'auteur des écritures de journal consolidées et plus complexes.

#### ▪ Impôts sur les bénéfices

Nous continuerons de consulter régulièrement nos experts-conseils externes afin d'obtenir des conseils en matière de fiscalité. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes du département de comptabilité et d'augmenter le niveau de connaissances en fiscalité.

#### ▪ Séparation des tâches inadéquate

Nous continuons à utiliser des mesures appropriées afin de restreindre l'accès ou de surveiller de façon indépendante les accès aux systèmes et à assigner correctement les rôles et responsabilités aux employés afin d'assurer une séparation des tâches adéquate lorsque cela est possible. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous augmenterons le nombre de personnes travaillant à la comptabilité. Pour l'année à venir, nous ajouterons une personne additionnelle dans le département de comptabilité.

La direction est consciente que certaines des faiblesses identifiées ci-dessus sont inhérentes à une entreprise de notre taille. Néanmoins, nous croyons à l'établissement de contrôles et procédures de

communication de l'information financière et de contrôle interne à l'égard de l'information financière rigoureux et nous nous engageons à le faire. Il faudra du temps pour mettre en place les contrôles et les procédures rigoureux que souhaitent notre direction et notre Conseil d'administration; il ne nous est pas possible pour le moment d'estimer les délais nécessaires à la mise en place des étapes décrites ci-dessus. La direction continuera à évaluer la conception de notre environnement global de contrôle et à perfectionner les contrôles existants, selon que la direction, en collaboration avec le Comité de vérification du Conseil d'administration, le chef de la direction et le chef de la direction financière, le juge nécessaire. Encore une fois, les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à l'apport de modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de 2010.

Outre les efforts de correction discutés ci-dessus et la mise en oeuvre du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, il n'y a pas eu de changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice 2010 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction, incluant le chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, a discuté en détail de ces questions et des mesures correctives nécessaires avec le Comité de vérification du Conseil d'administration.

La Société présentera l'évolution récente des mesures correctives dans ses rapports de gestion trimestriels et annuel.

## **Risques et incertitudes**

### Ressources financières

Warnex croit qu'elle devrait être en mesure d'obtenir le capital requis à long terme, si nécessaire, afin de soutenir ses objectifs corporatifs. Veuillez vous référer à la section de liquidités et ressources en capital pour des commentaires supplémentaires. Toutefois, il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ou que ces ressources lui seront rendues disponibles à des conditions acceptables. Nos besoins de liquidités pourraient varier de manière importante selon de nombreux facteurs, y compris les changements dans le nombre de clients et le volume de travail commandé dans nos divisions de service.

### Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement, en maintenant des facilités de crédit disponible et à demande et en maintenant un accès à du financement additionnel à des taux concurrentiels par l'intermédiaire des marchés des capitaux et d'institutions financières ayant des cotes de solvabilité élevées.

### Clients et partenaires importants

Les deux plus gros clients de Warnex services analytiques représentent 37 % des revenus pour l'année 2009 (38 % en 2008). Ces clients demeurent les plus importants clients de Warnex services analytiques dans chacun de ses sites depuis plusieurs années et nous considérons que nos relations avec ceux-ci sont bonnes. Les trois plus gros clients de Warnex services bioanalytiques représentent 53 % des revenus pour l'année 2009 (57 % en 2008); nous considérons que nos relations avec ces clients sont bonnes. La perte de l'un ou l'autre de ces clients pourrait affecter de manière importante nos résultats financiers.

### Risques relatifs au crédit

Les instruments financiers, qui assujettissent potentiellement Warnex à des concentrations de risques de crédit, consistent essentiellement d'espèces, de quasi-espèces et de comptes à recevoir. Les espèces et les quasi-espèces sont maintenues auprès d'institutions financières ayant une cote de crédit élevée. En conséquence, la direction considère que le risque de non performance relatif aux espèces et aux quasi-espèces est minimal. La Société, dans le cours normal de ses affaires, surveille la situation financière de ses clients et révisé l'expérience de crédit de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

### Risque relié aux devises étrangères

La Société réalise une partie de ses revenus en dollars américains et en Euros et certains de ses achats et paiements d'intérêts sur les débentures en dollars américains. En conséquence, elle est exposée aux risques de change reliés aux devises étrangères.

### Réglementation gouvernementale

La fourniture par Warnex de ses services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical, est régie par plusieurs lois et règlements. L'objet de ces règles inclut les Bonnes pratiques de laboratoire (GLP), les Bonnes pratiques de fabrication (GMP), la Direction des produits thérapeutiques (TPD) et d'autres standards et permis requis pour l'opération de ses laboratoires. Des constats de non-conformité importante à ces règles, ou des modifications importantes aux règles régissant les activités de Warnex, pourraient affecter la capacité ou les conditions selon lesquelles la Société effectue ses services et pourraient affecter négativement ses résultats.

### Installations de laboratoire

Dans le cadre de la fourniture de ses services, la Société dépend sur ses installations de laboratoire pleinement fonctionnelles et adéquatement validées. Si ces systèmes venaient à manquer, ou si un désastre s'y abattait, la capacité de la Société de rendre ses services en serait négativement impactée, ce qui affecterait la génération de revenus. La Société n'a pas présentement de solution de rechange pour tous les équipements qu'elle utilise afin de rendre ses services. En conséquence, si un événement imprévu tel que décrit plus haut devait se produire, nos résultats pourraient en être affectés de manière importante.

### Volatilité du cours des actions

Le cours des actions de Warnex est sujet à la volatilité du marché. Des écarts entre les résultats financiers et scientifiques réels comparés aux attentes des actionnaires et des analystes financiers qui suivent nos activités, peuvent avoir un impact significatif sur le cours des actions de Warnex. De plus, les actions de Warnex, de d'autres compagnies de sciences de la vie et du marché boursier en général ont été sujets à des fluctuations, ce qui était indépendant des opérations ou des résultats de la Société. Il n'y a aucune garantie que le prix du marché des actions de Warnex sera protégé contre de telles fluctuations à l'avenir.

### Employés

Le succès continu de Warnex dépend de la performance et de la rétention de certains employés-clés. La perte de n'importe quel de ces individus pourrait avoir un impact négatif important sur les affaires de la Société. Nous sommes d'avis que notre succès repose, en partie, sur notre capacité de continuer à recruter et à retenir ces employés compétents.

### Fournisseurs

Warnex dépend de tierces parties pour la fourniture de certains réactifs spécialisés. Bien que Warnex recherche des sources d'approvisionnement alternatives, Warnex pourrait ne pas être en mesure de s'approvisionner en réactifs et en équipements auprès de ces tierces parties, les réactifs et les équipements pourraient ne pas rencontrer nos spécifications, les prix coûtants auxquels ces produits sont achetés pourraient augmenter ou Warnex pourrait ne pas être en mesure de trouver des sources d'approvisionnement alternatives dans un délai raisonnable. Warnex pourrait ne plus être en mesure de commercialiser certains de ses services si l'un de ces facteurs se matérialisait, ce qui affecterait négativement nos résultats.

### **Perspectives**

Nous prévoyons générer des profits et un BAIIA positif, tel que défini dans la section de performance financière, et d'améliorer nos résultats financiers par rapport à 2009.

Signé au nom de la direction, ce 11<sup>e</sup> jour d'août 2010.



Mark Busgang  
Président et chef de la direction



François Jetté, CA  
Chef de la direction financière

## Bilans consolidés intermédiaires (Non vérifiés)

	30 juin 2010		31 décembre 2009
<b>Actif</b>			
<b>À court terme</b>			
Espèces et quasi-espèces	249 274	\$	894 031
Débiteurs (note 5)	3 806 093		2 880 919
Travaux en cours	129 595		531 142
Stocks	106 729		177 027
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	801 000		712 471
Frais payés d'avance	413 411		388 502
	<b>5 506 102</b>		<b>5 584 092</b>
<b>Actifs d'impôts futurs</b>	<b>1 221 000</b>		<b>1 221 000</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 6)	<b>6 761 040</b>		<b>7 375 516</b>
<b>Actifs incorporels</b> (note 7)	<b>437 790</b>		<b>382 145</b>
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>937 695</b>		<b>937 695</b>
	<b>14 863 627</b>	<b>\$</b>	<b>15 500 448</b>
<b>Passif</b>			
<b>À court terme</b>			
Emprunt bancaire (note 8)	320 000	\$	-
Créditeurs	3 333 501		3 008 594
Revenus reportés	485 987		411 599
Portion à court terme de la dette à long terme (note 9)	1 421 253		1 800 372
Portion à court terme des débentures (note 10)	324 177		-
	<b>5 884 918</b>		<b>5 220 565</b>
<b>Dette à long terme</b> (note 9)	<b>157 675</b>		<b>447 661</b>
<b>Composante de passif des débentures</b> (note 10)	<b>6 029 747</b>		<b>6 245 274</b>
	<b>12 072 340</b>		<b>11 913 500</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>			
Capital-actions (note 11)	40 981 049		40 981 049
Composante de capitaux propres des débentures (note 10)	312 288		312 288
Surplus d'apport	2 456 224		2 466 016
Déficit	(40 958 274)		(40 172 405)
	<b>2 791 287</b>		<b>3 586 948</b>
	<b>14 863 627</b>	<b>\$</b>	<b>15 500 448</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires du surplus d'apport (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de la période	2 425 012 \$	2 445 078 \$	2 466 016 \$	2 445 043 \$
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	31 212	20 557	(9 792)	20 592
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>2 456 224 \$</b>	<b>2 465 635 \$</b>	<b>2 456 224 \$</b>	<b>2 465 635 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires du déficit (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de la période	(40 969 569) \$	(38 905 400) \$	(40 172 405) \$	(40 008 157) \$
Bénéfice net (perte nette)	11 295	(346 660)	(785 869)	756 097
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>(40 958 274) \$</b>	<b>(39 252 060) \$</b>	<b>(40 958 274) \$</b>	<b>(39 252 060) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires des autres éléments cumulés du résultat étendu (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
<b>Autres éléments cumulés du résultat étendu</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés intermédiaires des résultats et des résultats étendus (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 372 426 \$</b>	<b>5 421 474 \$</b>	<b>11 463 096 \$</b>	<b>12 979 129 \$</b>
<b>Coûts des ventes</b> (note 12)	<b>4 559 151</b>	<b>4 378 996</b>	<b>8 866 902</b>	<b>8 869 119</b>
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 813 275</b>	<b>1 042 478</b>	<b>2 596 194</b>	<b>4 110 010</b>
<b>Frais d'exploitation</b> (note 12)				
Ventes, généraux et d'administration	<b>1 561 595</b>	1 481 407	<b>3 097 427</b>	2 962 911
Financiers	<b>277 837</b>	313 086	<b>554 393</b>	624 025
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	<b>(238 000)</b>	-	<b>(326 000)</b>	-
	<b>1 601 432</b>	1 794 493	<b>3 325 820</b>	3 586 936
<b>Bénéfice (perte) avant élément décrit ci-après et impôts</b>	<b>211 843</b>	(752 015)	<b>(729 626)</b>	523 074
<b>Gain (perte) de change non matérialisée sur débetures</b>	<b>(200 548)</b>	405 355	<b>(56 243)</b>	233 023
<b>Bénéfice (perte) avant impôts</b>	<b>11 295</b>	(346 660)	<b>(785 869)</b>	756 097
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	-	(75 000)	-	225 000
<b>Recouvrement d'impôts relié à l'utilisation de pertes d'années antérieures</b>	-	75 000	-	(225 000)
	-	-	-	-
<b>Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu</b>	<b>11 295 \$</b>	(346 660) \$	<b>(785 869) \$</b>	756 097 \$
<b>Bénéfice net (perte nette) par action</b>	<b>0,00 \$</b>	(0,01) \$	<b>(0,01) \$</b>	0,01 \$
<b>Bénéfice net (perte nette) dilué par action</b>	<b>0,00 \$</b>	(0,01) \$	<b>(0,01) \$</b>	0,01 \$
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>	<b>67 117 191</b>	64 983 858	<b>67 117 191</b>	64 602 905
<b>Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation</b>	<b>67 117 191</b>	76 113 853	<b>67 117 191</b>	76 113 853

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net (perte nette)	11 295 \$	(346 660) \$	(785 869) \$	756 097 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissements d'immobilisations corporelles	346 117	389 166	691 117	771 409
Amortissements d'actifs incorporels	25 710	17 854	47 289	32 962
Désactualisation d'intérêts	26 804	23 298	52 407	45 551
Perte (gain) de change non matérialisée sur déventures	200 548	(405 355)	56 243	(233 023)
Variation de monnaies étrangères	(46 132)	172 174	(22 106)	141 033
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	31 212	20 557	(9 792)	20 592
	595 554	(128 966)	29 289	1 534 621
Variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 13)	(131 731)	(399 618)	(155 376)	(803 300)
Liquidités nettes provenant des (utilisées par les) activités d'exploitation	463 823	(528 584)	(126 087)	731 321
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(23 896)	(42 481)	(76 641)	(178 328)
Acquisition d'actifs incorporels	(38 047)	(29 221)	(102 934)	(124 707)
Liquidités nettes utilisées par les activités d'investissement	(61 943)	(71 702)	(179 575)	(303 035)
<b>Activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) de l'emprunt bancaire	(140 000)	-	320 000	-
Augmentation de la dette à long terme	-	350 000	-	350 000
Remboursement de la dette à long terme	(326 141)	(310 772)	(669 105)	(694 155)
Liquidités nettes provenant des (utilisées par les) activités de financement	(466 141)	39 228	(349 105)	(344 155)
<b>Gain (perte) de change sur espèces libellées en monnaies étrangères</b>	11 918	(133 934)	10 010	(90 764)
<b>Diminution des espèces et quasi-espèces</b>	(52 343)	(694 992)	(644 757)	(6 633)
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de la période</b>	301 617	3 121 847	894 031	2 433 488
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période</b>	249 274 \$	2 426 855 \$	249 274 \$	2 426 855 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 juin 2010 et 2009

### 1. Nature des activités de l'entreprise et présentation de l'information financière

Warnex inc. est une société incorporée en vertu des lois du Canada. Warnex est une entreprise des sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant divers services de laboratoire. Elle offre des services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et incluent les comptes de la Société et de toutes ses filiales: Warnex services analytiques inc., Warnex services PRO-ADN inc. et Warnex America Inc. À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Le 12 juin 2009, la Société a acheté les actions de Molecular World Inc. Le 30 juin 2009, la Société a changé le nom de Molecular World Inc. pour Warnex services PRO-ADN inc.

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR), suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la Société sera en mesure de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible et de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes et ses engagements dans le cours normal des affaires dans un avenir prévisible. Les présents états financiers consolidés n'incluent pas les rajustements à apporter aux montants et aux classements des actifs et passifs qui pourraient être nécessaires si la Société était incapable de poursuivre ses activités selon le principe de la continuité d'exploitation.

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables

#### Modifications aux méthodes comptables

##### **Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui a remplacé les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, 3450, *Frais de recherche et développement*, et l'abrégé du *Comité des problèmes nouveaux CPN-27, Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*. Le chapitre 3064 établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après la comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Cette nouvelle norme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

##### **Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers**

En janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Le CPN exige que la Société tienne compte du risque de crédit qui lui est propre et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris des instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 juin 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### **Instruments financiers – Information à fournir**

En mai 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*, pour y inclure de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur marchande des instruments financiers et sur le risque de liquidité. Ces modifications exigent une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées dans les évaluations de la juste valeur. Les justes valeurs des actifs et des passifs compris dans le premier niveau sont déterminées en fonction des cours des actifs et des passifs identiques sur les marchés animés. Pour ce qui est des actifs et des passifs du deuxième niveau, les évaluations font appel à des données autres que les cours du marché pour lesquels tous les résultats importants sont observables directement ou indirectement. Pour le troisième niveau, les évaluations sont fondées sur des données qui ne sont pas observables, mais importantes pour l'évaluation de la juste valeur générale. L'application de ces modifications n'a pas eu d'incidence notable sur la Société.

#### **Constatation de produits**

La Société a modifié sa méthode comptable relative à la constatation de produits pour la division de services analytiques afin de refléter la progression de chaque étape des tests analytiques. La division de services analytiques comptabilise maintenant ses revenus en utilisant la méthode de l'avancement des travaux au lieu que ce soit lorsque les tests sont complétés. Pour la période terminée le 30 juin 2010, ce changement de méthode comptable a résulté à une augmentation des revenus de 37 656 \$. L'impact du changement de cette méthode comptable sur les périodes antérieures est indéterminable, donc n'a pas été ajusté.

#### **Principales méthodes comptables**

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales méthodes comptables sont décrites ci-après.

#### **États financiers intermédiaires**

Les états financiers non vérifiés ci-joints sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada applicables aux états financiers intermédiaires et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers complets. Ces états financiers sont aussi conformes aux méthodes comptables décrites dans les états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les états financiers intermédiaires et les notes complémentaires doivent être lus en tenant compte des états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Au besoin, les états financiers comprennent des montants qui ont été établis selon des estimations éclairées et les meilleurs jugements de la direction. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui sont attendus pour l'exercice.

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de la période de déclaration. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

#### **Constatation de produits**

Les revenus d'analyse des services analytiques et bioanalytiques sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet. Les revenus des services du laboratoire médical sont comptabilisés lorsque les tests sont complétés.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite**

Les revenus de projet des services analytiques et du laboratoire médical sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet.

Les coûts et les revenus estimés des projets en cours qui excèdent les montants facturés aux clients sont présentés comme travaux en cours. Les montants perçus d'avance des clients sur les projets sont classés dans les revenus reportés.

La Société, sur une base régulière, révise les projets de clients afin de déterminer si une perte pourrait survenir. Si une perte est anticipée sur un projet, la perte totale estimée est enregistrée en réduction des revenus et des travaux en cours pour la période dans laquelle la perte devient évidente et raisonnablement estimable.

**Espèces et quasi-espèces**

Les espèces et quasi-espèces comprennent les fonds en banque et les placements temporaires échéant à moins de trois mois.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Crédits d'impôt à la recherche et au développement**

La Société comptabilise les crédits d'impôt à la recherche et au développement selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les crédits d'impôt sont calculés en fonction des dépenses admissibles de recherche et développement encourues.

**Crédits d'impôts à l'investissement**

La Société réclame des crédits d'impôts à l'investissement en raison des frais de recherche scientifique et de développement expérimental encourus. Les crédits d'impôts à l'investissement sont inscrits dans l'exercice au cours duquel les frais sont engagés et qu'il y a une assurance raisonnable de récupérer ces crédits. La direction a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses pour déterminer les frais éligibles au crédit d'impôts à l'investissement. Le montant enregistré par la Société pourrait être significativement différent du montant alloué par les autorités fiscales.

**Actifs d'impôts futurs**

La Société utilise la méthode du passif d'impôts futurs pour comptabiliser ses impôts. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à l'aide des écarts temporaires. Les actifs et passifs d'impôts futurs doivent être mesurés par application des taux d'imposition qui s'appliqueront au moment du règlement des passifs ou de la réalisation des actifs. Les actifs d'impôts futurs, dans le cas échéant, sont reconnus dans la mesure où, selon l'opinion des gestionnaires, il est plus probable qu'improbable que les actifs se réalisent.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 juin 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties en fonction de leur vie utile ou sur la durée du bail, comme suit :

Méthode de l'amortissement dégressif	
Équipement de laboratoire	20 %
Matériel et outillage	20 %
Équipement informatique	30 %
Mobiliers et agencements et équipement téléphonique	20 %
Contribution gouvernementale non remboursable	20 %

#### Méthode de l'amortissement linéaire

Améliorations locatives Sur la durée des baux

La contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles est présentée en réduction de ces actifs lorsqu'elle est gagnée.

#### Actifs incorporels et écart d'acquisition

Les logiciels sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %. Les licences et les listes de clients sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis en fonction de leur durée de vie utile sans dépasser 5 ans. L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis, au moins annuellement, à un test de dépréciation. La Société évalue alors si une provision pour baisse de valeur permanente doit être ajustée aux résultats, notamment en déterminant si les flux monétaires futurs prévus actualisés excèdent la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition.

#### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, qui se composent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie, sont analysés afin de déterminer s'il y a une baisse de valeur lorsque certains événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un élément d'actif excède les flux monétaires futurs prévus actualisés qui sont associés à l'utilisation et la cession éventuelle de l'actif. Le montant de la perte de valeur, le cas échéant, est mesuré comme étant l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés calculée à partir des flux monétaires actualisés lorsque les prix de marchés ne sont pas disponibles.

#### Débetures

La valeur de la composante de passif des débetures a été déterminée, au moment de leur émission, en actualisant les remboursements de capital et intérêts jusqu'à leur échéance au taux du marché pratiqué pour des débetures similaires non convertibles et sans bon de souscription. Le solde du produit net des débetures émises est présenté avec l'avoir des actionnaires. L'écart entre la valeur nominale des débetures et la valeur de la composante de passif des débetures initialement comptabilisée périodiquement ajoutée à la valeur du passif des débetures au moyen de charges périodiques aux résultats calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Revenus reportés

Dans les divisions de services bioanalytiques et de services de laboratoire médical, les revenus reportés représentent la différence entre les montants facturés aux clients, selon les termes de chacun des contrats, et le revenu comptabilisé. De plus, les services de laboratoire médical peuvent avoir des revenus reportés représentant les sommes perçues d'avance de clients pour des services à rendre subséquemment.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 juin 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (perte) par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options, des bons de souscription et des débentures convertibles. La perte diluée par action est équivalente à la perte par action compte tenu de l'effet antidilutif de ces éléments.

#### Conversion de devises

La Société utilise la méthode temporelle pour convertir les soldes du bilan et les transactions en dollars canadiens. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de la période, alors que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction ou au taux de change moyen de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de la période.

#### Régime d'options d'achat d'actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. La dépense est comptabilisée de façon linéaire sur la période d'acquisition de trois années comme une augmentation de la dépense de rémunération et du surplus d'apport. Lorsque les options sont levées, le produit de l'émission ainsi que le montant précédemment crédité au surplus d'apport relativement aux options exercées sont crédités au capital-actions émis et payé.

#### Instruments financiers

La Société établit la classification des instruments financiers au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction et autres passifs financiers.

L'évaluation ultérieure et la constatation de variations à la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et pertes sont comptabilisés dans les résultats nets de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Selon ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à leur juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans les résultats, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer, en bonne et due forme, l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture.

### 3. Modifications comptables futures

#### Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les PCGR canadiens pour les entreprises ayant l'obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour les états financiers intermédiaires et annuels des années fiscales débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue présentement l'impact de cette transition sur ses états financiers consolidés.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**3. Modifications comptables futures... suite****Regroupements d'entreprises**

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui exige que tous les actifs et les passifs d'une entreprise acquise soient comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les obligations pour les contreparties conditionnelles et les éventualités seront également comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. La norme précise également que les frais connexes à l'acquisition seront portés en charges à mesure qu'ils sont engagés et que les charges de restructuration seront portées en charges au cours des périodes postérieures à la date d'acquisition. La nouvelle norme s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évaluera l'incidence de cette nouvelle norme au moment des acquisitions applicables.

**États financiers consolidés et participations sans contrôle**

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Le chapitre 1601 définit les normes relatives à la préparation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit les normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

**4. Acquisition d'entreprise**

Le 12 juin, 2009, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Molecular World Inc., un laboratoire situé à Thunder Bay, Ontario, spécialisé dans l'identification humaine par ADN, y compris dans l'analyse médico-légale. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pure et simple. Le prix d'achat a été payé par l'émission de 2 000 000 actions ordinaires de Warnex avec une valeur juste de 310 000 \$. Les actifs nets acquis et les valeurs attribuées sont : 82 996 \$ d'actifs à court terme, 471 000 \$ d'impôts futurs, 345 372 \$ d'immobilisations corporelles; 2 530 \$ de logiciels, 38 936 \$ de liste de clients et la prise en charge de 343 989 \$ de passifs à court terme et 286 845 \$ de dette à long terme.

Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

**5. Débiteurs**

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Comptes clients	3 814 980	2 925 847
Provision pour créances douteuses	(45 588)	(45 588)
	3 769 392	2 880 259
Divers	36 701	660
	3 806 093	2 880 919

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**6. Immobilisations corporelles**

30 juin 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 550 166	8 738 333	4 811 833
Matériel et outillage	113 004	32 752	80 252
Équipement informatique	833 525	641 041	192 484
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	505 804	384 064	121 740
Améliorations locatives	5 732 221	4 014 643	1 717 578
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(302 153)	(162 847)
	<u>20 269 720</u>	<u>13 508 680</u>	<u>6 761 040</u>
31 décembre 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 514 056	8 206 749	5 307 307
Matériel et outillage	113 004	23 835	89 169
Équipement informatique	808 647	607 717	200 930
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	503 159	369 166	133 993
Améliorations locatives	5 719 213	3 894 155	1 825 058
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(284 059)	(180 941)
	<u>20 193 079</u>	<u>12 817 563</u>	<u>7 375 516</u>

Ces immobilisations corporelles comprennent des équipements de laboratoire loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 1 599 039 \$ (1 599 039 \$ en décembre 2009) et une valeur comptable nette de 1 084 707 \$ (1 205 230 \$ en décembre 2009) ainsi que des équipements informatiques également loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 37 439 \$ (37 439 \$ en décembre 2009) et une valeur comptable nette de 27 397 \$ (32 232 \$ en décembre 2009).

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**7. Actifs incorporels**

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
<b>30 juin 2010</b>			
Licences	33 380	18 915	14 465
Liste de clients	38 936	12 978	25 958
Logiciels	892 495	495 128	397 367
	<b>964 811</b>	<b>527 021</b>	<b>437 790</b>
<b>31 décembre 2009</b>			
Licences	33 380	15 577	17 803
Liste de clients	38 936	6 489	32 447
Logiciels	789 561	457 666	331 895
	<b>861 877</b>	<b>479 732</b>	<b>382 145</b>

**8. Entente de financement**

La Société a les ententes de financement suivantes qui sont renouvelées annuellement :

- i) crédit d'exploitation de 2 000 000 \$ remboursable à demande et portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2 %;
- ii) prêt bancaire de 2 000 000 \$, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts; et
- iii) prêt bancaire de 350 000 \$, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts.

La Société et ses filiales ont donnés en garantie des crédits une hypothèque mobilière de premier rang au montant de 6 000 000 \$ grevant l'universalité des biens meubles corporels et incorporels, présents et futurs.

L'entente de financement requière le respect des clauses restrictives financières suivantes :

- i) Ratio trimestriel de fonds de roulement de 1,25 : 1;
- ii) Ratio trimestriel dette sur valeur corporelle nette de 2 : 1; et
- iii) Ratio annuel de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui est demeurée inchangée à l'exception des clauses restrictives financières, telles qu'indiquées ci-dessus.

Au 30 juin 2010, la Société ne respectait pas la clause restrictive stipulée dans les ententes de financement relative au ratio de fonds de roulement. Le prêteur a émis une lettre de tolérance à cet égard.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**9. Dette à long terme**

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Prêt à terme de la Banque de développement du Canada (BDC), échéant en avril 2011, portant intérêt au taux flottant de la BDC plus 2 %, remboursable par versements mensuels de 3 300 \$ plus intérêts et garantie par une entente de garantie générale de premier rang sur tous les équipements, mobiliers et agencements de Warnex services PRO-ADN inc.	33 000	52 800
Prêt bancaire à terme, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8.	611 111	944 444
Prêt bancaire à terme, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8. La Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans les ententes avec le prêteur. Conséquemment, ce prêt bancaire à terme est inclus dans la portion échéant à moins d'un an.	233 333	291 667
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2011, portant intérêt au taux de 6,6 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 17 955 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 381 030 \$	207 927	306 856
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en novembre 2011, portant intérêt au taux de 8,5 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 25 750 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 703 677 \$	411 059	544 758
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en avril 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 686 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 15 230 \$	13 805	17 177
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 519 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 12 167 \$	11 319	13 832
Prêt sans intérêt de Développement Économique Canada d'un montant maximum de 153 000 \$ ou 40 % des dépenses admissibles relatives au développement de marchés d'exportation, remboursable par huit paiements consécutifs semi-annuels débutant en mars 2008	57 374	76 499
	1 578 928	2 248 033
Portion échéant à moins d'un an	1 421 253	1 800 372
	157 675	447 661

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**10. Débentures**

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Débeture non convertible et non garantie de 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 2 000 000 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 24 octobre 2011. La Société a signé un accord avec le prêteur afin de modifier la date d'échéance du 2 juin 2011 au 2 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	500 000	500 000
Débetures convertibles non garanties 4 000 000 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 % et convertibles en 15 200 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion des débetures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$, pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. De plus, dans le cadre de ce financement, la Société a émis des bons de souscription donnant droit d'acquérir 1 570 983 actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ l'action jusqu'au 25 juin 2011. La Société a signé des accords avec les prêteurs afin de modifier les dates d'échéance du 25 juin 2011 au 5 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	4 123 204	4 070 531
Débeture non convertible et non garantie 333 333 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 25 juin 2011. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 392 746 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2009.	354 866	350 333
Débeture convertible non garantie de 1 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 9 juillet 2011 et convertible en 2 500 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.	1 500 000	1 500 000
	6 478 070	6 420 864
Escompte sur les débetures	(124 146)	(175 590)
Portion à court terme des débetures	(324 177)	-
	<u>6 029 747</u>	<u>6 245 274</u>
Les taux d'intérêt nominal et effectifs sont les suivants :		
	Nominal	Effective
500 000 \$ échéant le 2 juin 2011	12,0%	14,0%
4 000 000 \$US échéant le 25 juin 2011	12,0%	14,0%
333 333 \$US échéant le 25 juin 2011	12,0%	14,0%
1 500 000 \$ échéant le 9 juillet 2011	12,0%	14,0%

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**10. Débentures... suite**

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

**11. Capital-actions**

## a) Autorisé

Un nombre illimité des catégories d'actions suivantes :

Actions privilégiées, pouvant être émises par catégorie, sans valeur nominale.

Actions ordinaires, avec droit de vote, sans valeur nominale.

## b) Actions ordinaires émises et payées

	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de la période	67 117 191	40 981 049	64 317 191	40 551 049
Émission d'actions	-	-	2 800 000	430 000
Solde à la fin de la période	67 117 191	40 981 049	67 117 191	40 981 049

En juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires au prix de 0,155 \$ par action pour l'acquisition de Molecular World Inc., tel que décrit à la note 4.

En août et septembre 2009, la Société a émis 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion d'une débenture, tel que décrit à la note 10.

## c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a mis en place un Programme d'intéressement consistant en des options d'achat d'actions. Le Programme stipule que les conditions et le prix des options seront fixés par les administrateurs en respectant les restrictions quant au prix imposé par la bourse. Les options d'achat d'actions sont octroyées uniquement aux administrateurs, dirigeants, consultants, employés et autres personnels clés de la Société ou de ses filiales et seulement sur la recommandation des administrateurs de la Société.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises du Programme d'intéressement ne peut être supérieur à 4 319 273, c'est-à-dire 10 % des actions ordinaires en circulation lorsque le Programme a été modifié.

Les options d'achat d'actions ordinaires octroyées en vertu du Programme d'intéressement ne peuvent avoir une durée de plus de 10 ans et le prix stipulé doit être versé en totalité lors de la levée de l'option. Au cours de 2003, la Société a modifié la durée des options du Programme d'intéressement d'une période de 5 ans à une période de 10 ans pour se conformer aux exigences de la bourse.

Le 17 septembre 2008, le Conseil d'administration a révisé le régime d'options d'achat d'actions pour les employés et a décidé de ne plus octroyer d'options aux employés, à l'exception des directeurs et exécutifs et ce, à la discrétion de la direction. Par conséquent, la Société a annulé 123 000 options.

Au 30 juin 2010, la Société avait des options d'achat en circulation pour 1 949 877 (869 229 en décembre 2009) actions ordinaires à divers prix d'exercice en fonction du Programme d'intéressement d'options d'achat d'actions de la Société et venant à échéance au plus tard en l'an 2020.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**11. Capital-actions... suite**

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
Solde au début de la période	869 229	0,61	884 898	0,87
Octroyées	1 080 648	0,15	233 331	0,15
Levées	-	-	-	-
Annulées	-	-	(249 000)	1,08
Solde à la fin de la période	1 949 877	0,36	869 229	0,61
Pouvant être exercées à la fin de la période	1 949 877	0,36	869 229	0,61

Les options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

Prix d'exercice \$	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$
0,00 – 0,19	1 543 977	9,38	0,15	463 329	8,84	0,15
0,84 – 0,96	106 000	3,85	0,87	106 000	4,35	0,87
1,00 – 1,12	95 000	5,56	1,10	95 000	6,06	1,10
1,15 – 1,22	28 000	4,17	1,15	28 000	4,67	1,15
1,25 – 1,50	176 900	4,16	1,33	176 900	4,66	1,33
	1 949 877			869 229		

En 2010, la Société a attribué 1 080 648 options visant l'achat d'actions ordinaires (233 331 en décembre 2009). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées à la date d'attribution pour cette année totalisait 0,13 \$ par option (0,12 \$ en décembre 2009). La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes d'après les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Taux d'intérêt sans risque	2,84 %	2,66 %
Durée prévue	10 ans	10 ans
Volatilité prévue du cours des actions	86,2 %	76,9 %
Rendement prévu de dividendes	-	-

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**11. Capital-actions... suite**

## d) Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation sont comme suit :

Date d'expiration	Prix de levée \$	30 juin 2010	31 décembre 2009
25 juin 2011	0,25	1 570 983	1 570 983
24 octobre 2011	0,25	2 000 000	2 000 000
Solde à la fin de la période		3 570 983	3 570 983

**12. Information relative aux états consolidés des résultats**

Pour les six mois terminés le 30 juin	2010 \$	2009 \$
a) Les éléments suivants font partie du coût des ventes :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	583 626	669 419
Perte sur taux de change	3 325	323
b) Les éléments suivants font partie des frais d'exploitation :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	107 491	101 990
Amortissement d'actifs incorporels	47 289	32 962
Désactualisation d'intérêts	52 407	45 551
Intérêts et frais bancaires	63 170	62 406
Intérêts sur la dette à long terme	55 365	83 896
Intérêts sur les débentures convertibles	383 451	432 172
Perte sur taux de change	5 079	113 308

**13. Information relative aux états consolidés des flux de trésorerie**

a) Les flux de trésorerie découlant de l'exploitation comprennent des intérêts versés de 462 841 \$ (441 930 \$ en 2009)

b) La variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement comprend ce qui suit :

Pour les six mois terminés le 30 juin	2010 \$	2009 \$
Débiteurs	(905 527)	653 541
Travaux en cours	401 547	1 166 401
Stocks	70 298	4 621
Crédits d'impôts à l'investissement à recevoir	(88 529)	-
Frais payés d'avance	(24 909)	(78 879)
Créditeurs	317 356	(1 519 542)
Revenus reportés	74 388	(1 029 442)
	(155 376)	(803 300)

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**14. Informations concernant le capital**

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidés adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société a signé des accords avec certains détenteurs de débentures afin de modifier les dates d'échéance. En conséquence, la Société s'est engagée dans des accords de financement avec plusieurs prêteurs, tel que décrit aux notes 8, 9 et 10. Également, la Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débentures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'effectue principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires, par des placements privés d'institutions diverses et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du marché, et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

**15. Information sectorielle**

a) Pour les six mois terminés le 30 juin 2010, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	5 761 124	525 568	198 275	2 010 167	4 452 193
Services bioanalytiques	3 042 644	246 366	368 776	3 357 694	5 259 687
Laboratoires médicaux	2 515 825	491 751	71 881	2 058 959	2 736 585
Services de gestion	143 503	(2 049 554)	99 474	1 930 705	2 415 162
	11 463 096	(785 869)	738 406	9 357 525	14 863 627

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**15. Information sectorielle... suite**

b) Pour les six mois terminés le 30 juin 2009, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	5 708 733	423 570	232 305	2 377 157	4 623 749
Services bioanalytiques	4 923 172	1 798 136	453 606	4 134 187	5 144 595
Laboratoires médicaux	2 191 956	375 771	25 474	2 026 584	2 586 412
Services de gestion	155 268	(1 841 380)	92 986	2 058 877	4 885 914
	<u>12 979 129</u>	<u>756 097</u>	<u>804 371</u>	<u>10 596 805</u>	<u>17 240 670</u>

c) Le chiffre d'affaires est réalisé avec des clients situés dans les secteurs géographiques suivants :

	2010 \$	2009 \$
Pour les six mois terminés le 30 juin		
Canada	8 086 408	7 705 183
États-Unis	2 276 626	3 754 117
Reste du monde	1 100 062	1 519 829
	<u>11 463 096</u>	<u>12 979 129</u>

d) Le chiffre d'affaires est réalisé dans les devises suivantes :

	2010 \$	2009 \$
Pour les six mois terminés le 30 juin		
Dollars canadiens	8 485 511	8 186 526
Dollars U.S.	2 973 570	4 792 603
Euros	4 015	-
	<u>11 463 096</u>	<u>12 979 129</u>

**16. Opérations entre apparentés**

Au cours de la période, la Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 6 000 \$ (6 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus reliés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les administrateurs indépendants du Conseil d'administration.

**17. Instruments financiers****Risques financiers**

La Société est exposée à certains risques financiers dans le cours normal de ses activités, dont les risques de marché découlant des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les risques liés au crédit et aux liquidités. La nature de ces risques financiers et la stratégie de gestion de ces risques par la Société ont peu changé par rapport à la période antérieure.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 juin 2010 et 2009

**17. Instruments financiers... suite****Juste valeur**

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable de certains instruments financiers correspond approximativement à leur juste valeur. Parmi ces instruments, on compte les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, l'emprunt bancaire et les créditeurs.

La juste valeur de la dette à long terme est similaire à sa valeur au marché et correspond à celle que la Société obtiendrait pour des prêts avec des dates d'échéance et des termes semblables. Considérant les dates d'échéance des dettes à long terme au 30 juin 2010, la juste valeur a été établie à la valeur comptable nette.

**Risque de crédit**

La Société, dans le cadre normal d'affaires, surveille la santé financière de ses clients et révisé les renseignements de solvabilité de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

La provision pour créances douteuses de la Société est de 45 588 \$ (45 588 \$ en décembre 2009). Parmi les comptes-clients de la Société, 305 228 \$ datent de plus de 90 jours (506 600 \$ en décembre 2009). De ce montant, 58 574 \$ (211 942 \$ en décembre 2009) sont inclus dans les revenus reportés. Tous les montants non provisionnés sont considérés entièrement recouvrables.

La Société possède un client qui compte pour approximativement 11 % des débiteurs en date du 30 juin 2010 (deux clients représentant environ 22 % en décembre 2009).

**Risque de taux d'intérêt**

La Société utilise une marge de crédit et une partie de la dette à long terme portant intérêt à taux variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation des taux d'intérêts. Une portion de la dette à long terme de la Société n'est pas sujette aux fluctuations du taux d'intérêt car elle est à taux d'intérêt fixe et conséquemment, minimise l'exposition à ce risque.

**Risque de change**

La Société réalise certaines ventes et certains achats en devises étrangères. Conséquemment, elle est exposée au risque de change relié aux variations de ces monnaies étrangères. Les actifs et passifs incluent les montants suivants contractés en devises étrangères :

30 juin 2010	Dollars U.S.	Euros
Encaisse	167 133	-
Débiteurs	1 324 485	-
Travaux en cours	-	-
Créditeurs	371 537	8 205
Revenus reportés	244 409	-

**Risques de liquidité**

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement, en maintenant des facilités de crédit disponible et à demande et en maintenant un accès à du financement additionnel à des taux concurrentiels par l'intermédiaire des marchés des capitaux et d'institutions financières ayant des cotes de solvabilité élevées.